



Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe

Réserve
au
Moniteur
belge



08052769

28 -03- 2008
BRUXELLES

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 09/04/2008 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination : **Productions Associées**

Forme juridique Association sans But Lucratif

Siège Rue Emile Féron 70
1060 Bruxelles

N° d'entreprise 896.755.397

Objet de l'acte : **CONSTITUTION**

- 1 Monsieur **Julian, Marian, JUROWICZ**, né le vingt-trois mai mille neuf cent quarante-huit en Pologne, de nationalité belge (N N 480523.429.21), demeurant à 1030 Bruxelles, avenue Jan Stobbaerts, numéro 37,
- 2 Monsieur **Andrew, Mickael, DARNOVSKY**, né le vingt-sept octobre mille neuf cent soixante-cinq au Japon, de nationalité américaine (N N 651027-411-20), demeurant à 1030 Bruxelles, rue des Pavots, numéro 15,
- 3 Monsieur **Pierre, Phillipe, Ghislain, BURNOTTE**, né le trente et un janvier mille neuf cent cinquante-deux à Athus, de nationalité belge (N N. 520131-049-23) demeurant à 4000 Liège, rue Bairoua, numéro 132,
- 4 L'association sans but lucratif « **Smart** », dont le siège est établi à 1060 Bruxelles, rue Emile Féron, numéro 70, immatriculée au Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 0461.226.684, représentée en vertu de ses statuts par Monsieur Alain Marie de Wasseige (N N 411009 015 64), demeurant à 1060 Bruxelles, avenue des Villas, numéro 13 ,

Déclarent constituer entre eux et toutes les personnes qui viendront à en faire partie dans la suite, une association sans but lucratif régie par la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un et ont adopté les statuts établis comme suit

TITRE PREMIER - DENOMINATION, SIEGE, OBJET ET DUREE

Article 1 - Dénomination.

L'association prend pour dénomination « Productions Associées » et en néerlandais « Verenigde Producties »

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association mentionnent sa dénomination, précédée ou suivie immédiatement des mots "association sans but lucratif" ou du sigle "a.s.b l" et en néerlandais « vereniging zonder winstoogmerk » ou « v.z.w » ainsi que de l'adresse du siège de l'association.

Article 2 - Siège.

Le siège de l'association est établi à 1060 Bruxelles, rue Emile Féron, numéro 70 et l'arrondissement judiciaire dont elle dépend est celui de Bruxelles

Il peut être transféré dans n'importe quelle autre commune de Belgique moyennant décision de l'assemblée générale

Article 3 - Objet social.

Mentionner sur la dernière page du Volet B

Au recto

Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso

Nom et signature

L'association a pour but de favoriser et de soutenir les activités exercées au projet, notamment dans les secteurs des arts et de la culture, de l'économie de la création, du savoir, de l'information et de la communication, en mettant à la disposition des personnes qui les exercent des outils administratifs et financiers et en apportant aide et conseils aux personnes qui contribuent directement ou indirectement à leur réalisation.

L'association entend également développer la représentativité et défendre les intérêts de ses membres, artistes et autres travailleurs au projet, aux niveaux politique, économique et social.

L'association peut exercer toute activité en rapport direct ou indirect avec ses buts, en ce compris notamment l'acquisition, la location ou l'utilisation de bâtiments, bureaux, installations, matériels et services divers et autres facilités.

L'association agira soit directement, soit par l'intermédiaire de tiers, soit en promouvant d'autres activités, soit de toute autre manière conforme au but qu'elle poursuit.

Elle pourra également effectuer toutes opérations de mandat ou de gestion relatives aux opérations ci-dessus décrites.

Article 4 - Durée.

L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute.

TITRE DEUXIEME - COMPOSITION.

Article 5 - Catégories, nombre et qualité des membres.

L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents.

Seuls les membres effectifs jouissent des droits qui leurs sont reconnus par la loi sur les ASBL et les présents statuts.

Les membres adhérents sont des personnes physiques ou morales qui, sans être membres effectifs, peuvent bénéficier des produits et des services de l'association. Ils jouissent des droits et assument les obligations fixées dans les limites ou en vertu des présents statuts.

Le nombre des membres effectifs n'est pas limité, il ne peut cependant être inférieur à trois. Les premiers membres effectifs sont les constituants soussignés.

Toute personne physique ou morale peut devenir membre effectif ou adhérent aux conditions prévues par les présents statuts.

Article 6 - Admission de nouveaux membres.

§ 1^{er} - Membres effectifs.

Peut devenir membre effectif toute personne physique ou morale, admise par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration statue sur les demandes d'admission à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Toute candidature sera portée à l'ordre du jour du plus prochain conseil. La décision du conseil est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance des candidats par simple lettre.

La qualité de membre effectif est constatée par son adhésion sans réserve aux statuts et règlements de l'association dans les formes arrêtées par le conseil d'administration.

§ 2 - Membres adhérents.

Peut devenir membre adhérent, toute personne physique ou morale qui signe un contrat d'affiliation et qui s'engage à respecter sans la moindre réserve les statuts et les règlements de l'association.

Article 7 - Démission, suspension, exclusion des membres ou rupture unilatérale par l'association

§ 1^{er} - Membres effectifs.

Volet B - Suite

Les membres effectifs peuvent démissionner à tout moment moyennant une notification écrite adressée au conseil d'administration et sortant ses effets un mois calendrier suivant la date de son envoi.

L'exclusion d'un membre effectif peut intervenir à tout moment sur la base d'une décision prise par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés et après audition éventuelle, à la demande de l'intéressé, par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale. La décision d'exclusion ne doit pas être motivée. Elle est notifiée par écrit à l'intéressé et sort ses effets à la date arrêtée par l'assemblée générale.

§ 2 - Membres adhérents

L'association peut suspendre toutes les obligations qu'elle assume dans le cadre de son but social à partir du moment où le membre adhérent ne se conforme pas aux statuts et règlements de l'association.

La démission, l'exclusion d'un membre adhérent, la perte de la qualité de membre adhérent ou la rupture unilatérale du contrat d'affiliation par l'association interviennent conformément aux règlements de l'association.

§ 3 - Dispositions communes

Par l'adhésion aux présents statuts, chaque membre effectif ou adhérent s'interdit tout acte ou parole préjudiciable à l'objet social, de même que tout acte ou parole qui serait de nature à porter atteinte, soit à la considération, soit à l'honneur des membres effectifs ou de l'association.

Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à décision de l'assemblée générale, le membre effectif ou adhérent qui aurait contrevenu gravement aux présents statuts, aux règlements de l'association et aux intérêts moraux et/ou patrimoniaux de l'association.

La décision de suspension est notifiée par écrit par un des administrateurs en ce qui concerne les membres effectifs, et par le directeur de l'association ou la personne qu'il mandate en ce qui concerne les membres adhérents.

Le membre effectif peut contester cette décision. Dans ce cas, la contestation sera examinée par le conseil d'administration qui statue sans appel au cours de sa séance la plus proche, à laquelle il est invité à comparaître. La comparution lui signifiée par écrit au moins huit jours avant la date de la réunion.

En cas de démission ou d'exclusion d'un membre effectif ou adhérent, l'association est libérée de toutes ses obligations à partir de la date à laquelle il n'est plus le membre de l'association.

Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu et les ayants droits d'un membre décédé, n'ont aucun droit sur l'avoir social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire, ni remboursement de cotisations versées.

Article 8 – Cotisations.

Les membres effectifs et les membres adhérents peuvent être tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant sera fixé par décision du conseil d'administration et dont le maximum sera de cent euros (€ 100,00).

TITRE TROISIEME – Assemblée générale

Article 9 – Composition

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. La nomination comme membre effectif de l'assemblée générale n'ouvre aucun droit à un quelconque avantage financier ou à une quelconque indemnisation sous quelque forme que ce soit.

Le conseil d'administration peut inviter les membres adhérents ou toute autre personne à assister à tout ou partie de l'assemblée générale en qualité d'observateur ne disposant pas des droits reconnus par la loi et les présents statuts aux membres effectifs.

Article 10 – Compétences

L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts. Sont réservés à sa compétence

1. la modification aux statuts de l'association ;
2. la nomination et la révocation des administrateurs ,

Volet B - Suite

3. le cas échéant, la nomination des commissaires ainsi que la fixation de leur rémunération si une rémunération est attribuée et enfin, la révocation de ceux-ci;
4. l'approbation des budgets et comptes ;
5. la décharge à octroyer aux administrateurs et, le cas échéant, aux commissaires,
6. l'exclusion des membres effectifs, sur proposition éventuelle du conseil d'administration ;
7. la dissolution volontaire de l'association ;
8. la transformation de l'association en société à finalité sociale

Toute autre décision relève de la compétence du conseil d'administration.

Article 11 – Quorum et quotas

Sous réserve de dispositions légales ou statutaires contraires, l'assemblée générale se réunit valablement et statue à la majorité simple, quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés

En cas d'égalité des suffrages, le vote du président de séance a un caractère prépondérant. Sont exclus des quorums de vote et de majorité les votes blancs, nuls et les abstentions.

Toutefois, l'assemblée générale ne peut valablement statuer sur les modifications aux statuts ou sur la dissolution de l'association que si ces modifications ou cette dissolution sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée générale réunit aux moins les deux tiers des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés à l'assemblée générale. La seconde réunion doit se tenir au moins quinze jours après la première réunion.

Une décision sur la modifications des statuts ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, sauf si la modification porte sur le ou les buts poursuivis par l'association ou si la décision porte sur la fusion ou la dissolution de cette dernière auxquels cas, la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés est requise.

Article 12 – Convocations et réunions

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'année sociale, à l'initiative du conseil d'administration et au jour, à l'heure et à l'adresse qui est fixée dans l'avis de convocation.

La première assemblée annuelle se tiendra en deux mille neuf

Au cours de celle-ci le conseil fera rapport sur les opérations de l'association ayant eu lieu au cours de l'année écoulée ainsi que sur l'état des comptes et sur le projet de budget pour l'année suivante.

L'assemblée générale peut aussi être convoquée pour tenir des séances particulières ou extraordinaires chaque fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit également être convoquée lorsqu'au moins un cinquième des membres effectifs en fait la demande par lettre recommandée adressée au conseil d'administration.

La convocation aux assemblées générales statutaires et extraordinaires précisant le jour, l'heure, l'adresse et l'ordre du jour de la réunion, est transmise, à l'initiative du conseil d'administration, aux membres de l'assemblée générale au moins huit jours avant la date de la réunion, par n'importe quel moyen de communication. Elle est signée par un administrateur.

Aux assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, tout membre effectif présent ou représenté dispose d'une voix

Les décisions de l'assemblée générale lient tous les membres effectifs, même non présents ou ayant voté contre.

Article 13 – Représentation.

Lorsqu'une personne morale, une association de fait ou un groupement sans personnalité juridique est désigné comme membre effectif de l'assemblée générale, il communique au bureau de l'assemblée générale l'identité et la qualité de son représentant permanent qui doit être désigné parmi ses administrateurs ou son personnel dirigeant.

Les membres effectifs peuvent se faire représenter par un autre membre de l'assemblée générale, chaque membre ne pouvant toutefois être titulaire que d'une seule procuration écrite, datée et signée.

Article 14 – Procès-verbaux.

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux qui peut être consulté par les membres effectifs au siège de l'association. Les procès-verbaux sont signés par deux administrateurs.

TITRE QUATRIEME – ADMINISTRATION.

Article 15 – Composition.

L'association est administrée par un conseil d'administration nommé par l'assemblée générale parmi ses membres effectifs et composé d'au moins trois membres et de quinze membres au plus

Toutefois, si seulement trois personnes sont membres de l'association, le conseil d'administration n'est composé que de deux membres. Le nombre d'administrateur doit en tout cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Les administrateurs sont nommés et révoqués par l'assemblée générale

Article 16 – Nomination, durée et cessation du mandat.

§ 1er Nomination.

Les administrateurs sont nommés à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés de l'assemblée générale de l'association.

Lorsqu'une personne morale est désignée comme administrateur, elle communique l'identité et la qualité de son représentant permanent au conseil d'administration. La désignation de ce représentant doit être approuvée à la majorité simple des membres présents ou représentés de l'assemblée générale.

Les premiers administrateurs sont désignés par les fondateurs lors de la constitution de l'association.

§ 2. Durée du mandat et modalités d'exercice.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un terme de trois ans, renouvelable. Le mandat des administrateurs est exercé à titre gratuit.

§ 3. Cessation du mandat.

Le mandat d'administrateur prend fin :

1. par l'arrivée du terme de trois ans ;
2. par la démission de l'administrateur, notifiée par écrit au président du conseil d'administration ;
3. par la révocation du mandat de l'administrateur, prononcée à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés de l'assemblée générale ;
4. par le décès de l'administrateur ;
5. à la suite de la survenance de tout cas de force majeure empêchant l'administrateur d'exercer son mandat.

En cas de démission, révocation, décès et d'empêchement pour cause de force majeure, le conseil d'administration peut procéder au remplacement en nommant un nouvel administrateur choisi parmi les membres effectifs. Cette nomination est faite à titre provisoire et est soumise à la ratification de l'assemblée générale la plus proche.

La révocation d'un administrateur a lieu pour de justes motifs, l'administrateur concerné en ayant été dûment informé par lettre recommandée à la poste et pouvant demander à être préalablement entendu. Il ne peut prendre part à la délibération.

Pour le calcul des voix dans ce cas précis, une abstention équivaut à un vote négatif.

Article 17 – Fonctionnement.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation d'un administrateur aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige. Il doit également être convoqué à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

La convocation, précisant le jour, l'heure, l'adresse et l'ordre du jour de la réunion, est transmise, au moins huit jours avant la date de la réunion, par n'importe quel moyen de communication, sauf en cas d'urgence dûment motivée dans le procès-verbal de la réunion. Lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés, il ne doit pas être justifié de l'envoi de convocations.

Les séances sont présidées par l'administrateur désigné à cette fin par ses collègues en début de séance.

Un administrateur empêché peut se faire remplacer par un autre membre du conseil d'administration porteur d'une procuration écrite. Un administrateur peut être porteur d'une procuration au maximum.

Le conseil d'administration, formant un collège, ne peut valablement délibérer que si la moitié des ses administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés.

En cas d'égalité de suffrages, le vote du président de séance a un caractère prépondérant.

Le conseil d'administration ne peut débattre que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Un ou plusieurs points non inscrits à l'ordre du jour peuvent toutefois être débattus si la majorité des membres présents ou représentés marquent leur accord.

Les délibérations et les décisions du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux rédigés par la personne désignée à cette fin par le président de séance et signés par ce dernier. Ces procès-verbaux sont conservés au siège de l'association où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance.

Article 18 – Compétences

Le conseil d'administration a pour mission de gérer l'association et de consacrer tous les moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

Il la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les mesures utiles à la gestion des intérêts matériels et moraux de l'association et à la réalisation de son objet social

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi sur les ASBL relève de la compétence du conseil d'administration.

Sans que cette énumération soit limitative, le conseil d'administration peut faire et passer tous actes et contrats, transiger, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles et immeubles, hypothéquer, emprunter, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits, conférer tous pouvoirs à des mandataires de son choix, associés ou non.

L'action judiciaire et extrajudiciaire, en tant que demandeur ou défendeur, pourra être exercée au nom de l'association, soit par le président, soit encore par un administrateur délégué à la gestion journalière.

Sauf délégation spéciale, les administrateurs agissent en collège

Le conseil d'administration peut déléguer des compétences particulières à un administrateur, un directeur ou un membre du personnel. Le conseil d'administration peut aussi déléguer des compétences particulières à des tiers, qu'ils soient membres effectifs ou non de l'association.

Il détermine si ces personnes agissent seules, conjointement ou en collège en ce qui concerne l'exercice de ces compétences particulières.

Excepté le cas d'une délégation spéciale à ou plusieurs administrateurs ou à des tiers, tous les actes engageant l'association, autres que ceux de gestion journalière, requièrent la signature de deux administrateurs qui n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable et d'une procuration du conseil d'administration.

Les pouvoirs délégués en vertu du présent article prennent fin sur simple décision du conseil d'administration prise à la majorité simple et, en tout état de cause, lorsque les personnes qui en disposent, ne font plus partie de l'association.

Les décisions prises dans le cadre des délégations de pouvoir prévues par le présent article sont opposables aux tiers dans les conditions fixées à l'article 26 novies, §3, de la loi sur les ASBL

Mentionner sur la dernière page du Volet B

Au recto

Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers.

Au verso

Nom et signature

Article 19 – Responsabilité.

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par l'association.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qui leur a été confié.

Article 20 – Conseil consultatif.

Le conseil d'administration peut se doter d'un conseil consultatif dont le fonctionnement est défini dans le règlement d'ordre intérieur.

TITRE CINQUIEME – ADMINISTRATION JOURNALIERE.

Article 21 – Nomination, révocation et cessation de fonction.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un ou plusieurs administrateur(s) délégué(s) à la gestion journalière avec l'usage de la signature afférente à cette gestion. Il fixera éventuellement les salaires ou les appointements.

S'ils sont plusieurs, ils agissent individuellement.

Les administrateurs délégués à la gestion journalière sont nommés par le conseil d'administration pour une durée indéterminée à la majorité simple des voix de l'ensemble des administrateurs présents ou représentés

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La délégation à la gestion journalière prendra fin par décès, démission, incapacité civile ou par révocation par l'assemblée générale aux règles de délibérations décrites à l'article 17 des présents statuts.

En cas de faute grave commise par un administrateur délégué, la délégation de pouvoirs conférée à celui-ci peut être suspendue par le conseil d'administration délibérant à la majorité simple conformément aux règles de délibération décrites à l'article 17 des présents statuts

Le conseil d'administration est alors tenu de convoquer une assemblée générale endéans les trente jours de la décision de suspension afin de lui soumettre la décision pour ratification conformément aux règles de délibération fixées à l'article 16.3. des présents statuts.

En cas de vacance d'une place d'administrateur délégué, le conseil d'administration se réunit endéans les trente jours afin de pourvoir au poste vacant. Le conseil d'administration désigne en son sein une autre personne, à la majorité simple des voix de ses membres présents ou représentés.

Article 22 – Pouvoirs.

Les administrateurs délégués ont les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion quotidienne de l'association

Ils peuvent notamment faire et passer tous actes et contrats, emprunter, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, nommer, congédier et fixer les conditions d'engagement du personnel de l'association, toucher et recevoir toutes sommes et valeurs contresignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et tout autre organisme financier.

Ils peuvent aussi réaliser toutes opérations postales ou douanières.

Les décisions prises dans le cadre des délégations de pouvoir prévues par le présent article sont opposables aux tiers dans les conditions fixées à l'article 26 novies, §3, de la loi sur les ASBL

Article 23 – Responsabilité.

Les administrateurs délégués à la gestion journalière ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par l'association.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qui leur a été confié

Volet B - Suite

TITRE SIXIEME - ComMISSAIRES ET REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR.

Article 24 - Commissaires.

Dans la mesure où la loi sur les ASBL l'impose, l'assemblée générale nomme un ou plusieurs commissaires, personnes physiques ou morales, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises et elle fixe leurs émoluments.

Ce(s) réviseur(s) nommé(s) pour un terme renouvelable de trois ans, est (sont) chargé(s) du contrôle des comptes établis par le conseil d'administration, conformément aux dispositions contenues dans la loi sur les ASBL et ses arrêtés d'exécution. Il (s) est (sont) révocable(s) à tout moment par l'assemblée générale.

Article 25 - Règlement d'ordre intérieur.

Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Le règlement d'ordre intérieur de l'association fixe les modalités d'accès, droits et obligations des membres, des administrateurs et des conseillers consultatifs

Des modifications à ce règlement pourront être apportées par le conseil d'administration et ratifiées par l'assemblée générale

TITRE SEPTIEME - EXERCICE SOCIAL, BUDGET, COMPTES ANNUELS ET RESSOURCES.

Article 26 - Exercice social.

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année

Exceptionnellement, le premier exercice courra depuis ce jour jusqu'au trente-et-un décembre deux mille huit.

Article 27 - Budget et comptes annuels.

Dans les six mois suivant le trente et un décembre de chaque année, le conseil d'administration établit les comptes annuels de l'année sociale écoulée ainsi que le projet de budget de l'année sociale suivante

Les comptes annuels, le rapport de gestion et éventuellement celui du (des) commissaires(s)-réviseur(s) ainsi que le projet de budget de l'exercice suivant sont adressés, en même temps que la convocation et dans les six mois à compter de la date de clôture de l'exercice social, aux membres de l'assemblée générale ordinaire pour être soumis à leur approbation

L'assemblée générale ordinaire se prononce ensuite sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaire(s) en ce qui concerne l'exécution de leur mandat

Les comptes annuels sont déposés dans le dossier tenu au greffe du tribunal de commerce, conformément à l'article 26 novies de la loi sur les ASBL. Ils sont également déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, conformément à l'article 17, § 6, de la loi sur les ASBL et de ses arrêtés d'exécution

Article 28 - Ressources.

Outre les cotisations visées à l'article 8 des statuts, l'association dispose :

1° des versements effectués par ses membres et destinés à couvrir ses frais de gestion ; le montant et les modalités de perception de ces versements sont fixés par le conseil d'administration ;

2° des intérêts de fonds placés, les éventuels subsides et libéralités ainsi que toutes autres ressources généralement quelconques

Toute prestation en faveur d'un membre est subordonnée à l'apurement de ses dettes vis-à-vis de l'association. Tout montant versé par un membre ou par un tiers au crédit de l'association est par priorité imputé sur les dettes de ce membre ou de ce tiers non acquittées dans les délais prévus par les règlements de l'association.

En cas de clôture du dossier d'un membre, le solde de son compte lui est remboursé, sous déduction des sommes dont il est redevable vis-à-vis de l'association conformément aux règlements de celle-ci.

TITRE HUITIEME – FONDS DE RESERVE, CONTROLE ET CONTESTATIONS.

Article 29 – Fonds de réserve.

L'association peut constituer un fonds de réserve alimenté par l'excédent annuel des comptes de l'association ainsi que par les autres ressources prévues à l'article 28, 2°, des présents statuts

Le conseil d'administration décide l'affectation des sommes qui ne sont pas nécessaires à la gestion journalière ainsi que l'affectation des réserves, dans le respect des dispositions légales.

Article 30 – Contrôle.

Les membres adhérents sont tenus de mettre à tout moment, à la disposition de l'administrateur délégué ou à une personne dûment mandatée par ce dernier, toutes les pièces justificatives nécessaires à l'établissement de l'exactitude des informations communiquées à l'association.

Article 31 – Contestations.

En cas de contestations ou de difficultés entre l'association et ses membres, la conciliation sera privilégiée avant d'entamer toute action judiciaire. A cette fin, le conseil d'administration peut donner pouvoir de transiger à l'administrateur délégué ou à une personne dûment mandatée à cet effet.

TITRE NEUVIEME – DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

Article 32 – Liquidation.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation, désigne un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs ainsi que leurs émoluments.

Il ne sera procédé à l'affectation de l'actif qu'après apurement du passif

Article 33 – Affectation de l'actif en cas de dissolution.

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale décide, après l'apurement du passif, de l'affectation à une fin désintéressée à donner à l'actif net.

A partir de la date de la décision de dissolution, tous les documents émanant de l'association mentionneront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement du sigle et des mots « ASBL en liquidation » et en néerlandais « V.Z.W in vereffening »

TITRE DIXIEME – DISPOSITION GENERALE.

Article 34 – Disposition générale

Les membres de la présente association entendent se conformer entièrement à la loi.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il y a lieu de se conformer à la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution

TITRE ONZIEME – NOMINATION D'ADMINISTRATEURS

Les constituants soussignés réunis ont nommé en qualité d'administrateur de l'association pour une durée de trois ans renouvelables :

- 1) L'association sans but lucratif « Smart », préqualifiée, ici représentée pour l'exercice de son mandat par son représentant permanent Monsieur Alain Marie de Wasseige, préqualifié ;
- 2) Monsieur **Pierre BURNOTTE**, préqualifié ;
- 3) Monsieur **Julian JUROWICZ**, préqualifié ;

Les administrateurs ici présent, acceptent le mandat qui leur est conféré.

Ceux-ci ont désigné entre eux en qualité d'administrateur délégué :

- 1) Monsieur **Pierre BURNOTTE**, préqualifié ;
- 2) Monsieur **Julian JUROWICZ**, préqualifié ;

Volet B - Suite

En vue de la constitution de l'association sans but lucratif « Secrétariat social pour employés » est nommé en qualité de représentant permanent Monsieur **Pierre BURNOTTE** pour l'exercice de tout mandat de gestion qui lui sera conféré.

TITRE DOUZIEME -- RATIFICATION DES ENGAGEMENTS PRIS AU NOM DE L'ASSOCIATION EN FORMATION

Les constituants soussignés reprennent tous les engagements pris au nom de l'association en constitution.

Cette reprise d'engagement n'aura d'effet que sous la double condition suspensive de la réalisation desdits engagements et du dépôt de l'extrait des statuts au greffe du tribunal compétent.

Monsieur Pierre BURNOTTE
Administrateur

Monsieur Julian JUROWICZ
Administrateur